

[Olivier Piron](#), que les lecteurs d'HCL connaissent (*), s'est livré à cet exercice à la suite d'une conversation au cours de laquelle il nous livrait cette réflexion : « ***Les comparaisons internationales l'illustrent. Dans cette crise, le poids des zones urbaines est évident. Et logique. Elles sont faites pour maximiser les contacts dans une optique de productivité. Et quand ces contacts se transforment en risque de mortalité, on y retrouve la même efficacité*** ». C'est qu'un débat reprend de la vigueur à l'occasion de cette crise inédite, avec d'une part des partisans inconditionnels de la densité urbaine (voire de la métropolisation) qui semblent vouloir déconnecter absolument cette densité de la propagation du virus... et d'autre part certains qui voudraient y voir la fin de ce modèle urbain ! Et Olivier Piron, à sa manière, éclaire le débat, avec des chiffres et des angles de vue inédits ! **Voici la version mise à jour de son papier de mi-avril dernier.**

(*) On se souvient notamment de son dernier ouvrage "[L'urbanisme de la vie privée](#)" - éditions de l'Aube, 2014 -, une charge remarquée contre les discours "d'en haut" en matière d'urbanisme (et de logement).

Covid-19 et gestion urbaine

Constatations et interpellations

28 mai 2020

Introduction

La pandémie qui a frappé notre pays soulève bien des questions. Les premières bien sûr concernent notre système sanitaire, de prévention comme de gestion des crises. Mais elle peut aussi, dans ses impacts très différenciés sur le plan spatial, être révélatrice de diverses problématiques, souvent bien connues, mais cette fois resurgissant avec un brutal indicateur de surmortalité. Alors l'examen des données aujourd'hui connues doit permettre, non d'affirmer des certitudes, mais de poser des questions, et de pointer des problèmes cruciaux.

Les comparaisons internationales l'illustrent : dans la crise liée au cov-19, le poids des zones urbaines est évident. Et logique. Elles sont faites pour maximiser les contacts dans une optique de productivité et d'urbanité. Et quand ces contacts se transforment en risque de contagion, on y retrouve la même efficacité, avec ses conséquences négatives sociétales comme économiques, et les problèmes politiques qu'elles soulèvent.

L'épidémie due au virus dénommé cov-19 a frappé notre pays, avec une nette augmentation de la mortalité à partir du 15 mars 2020. Son irruption massive dans le département du Haut-Rhin a vite diffusé dans les départements alentour, aussi bien du Grand Est que de Bourgogne-France Comté. Par suite le virus a sévit en Ile de France avec une forte incidence à partir du 20 mars, ainsi que dans de nombreux départements du Grand Est, mais des intensités sensiblement différentes. La grande vague de décès semble pour l'essentiel derrière nous. Alors essayons dès maintenant d'en analyser les incidences spatiales, et d'énoncer quelques questions ouvertes qui en découlent dans divers champs de préoccupation urbain, voire politique.

Cette note utilise les données, centralisées par l'INSEE, des communes transmettant les décès par voie dématérialisée - environ 90% des décès-. Des synthèses en sont régulièrement publiées. Ce travail utilise un tableau mis en ligne le 7 mai 2020 avec des données départementales ce qui permet d'aller jusqu'au 30 Avril pour les communes dites dématérialisées qui représentent environ 90% des décès sur l'ensemble des communes, avec un biais en gros constant. Les données ainsi sélectionnées sont donc représentatives. Comme les données actualisées au 11 mai ne donnent pour la France entière que 3 % de décès en plus, les ordres de grandeur énoncés peuvent être maintenus.

Pour la présentation des données la France sera répartie en plusieurs secteurs : d'un côté les différents clusters, selon la terminologie utilisée par les pouvoirs publics, à forte augmentation de la mortalité, de l'autre côté le reste du territoire. Des tableaux permettront de confronter ces chiffres avec d'autres grandeurs également spatialisées au niveau départemental comme le surpeuplement des logements, ou encore les densités urbaines. Les densités départementales, qui mélangent par exemple la forte densité de Marseille intramuros avec celles, rigoureusement nulles, de la Camargue ou de la Crau, sont hors de propos dans toute analyse d'un phénomène d'abord urbain.

Les clusters sont définis ici comme un ensemble de départements connexes avec des excédents de mortalité nettement supérieurs à la moyenne nationale. L'expression d'aire urbaine utilisées pour certains d'entre eux relève de la commodité de langage pour signifier la zone d'influence d'une importante agglomération¹.

I) Les constatations de base

Elles seront présentées dans 4 tableaux différents.

Le premier donne les chiffres au plan national.

Répartition générale de la sur-mortalité entre le 15 mars et le 30 avril

Tableau 1 : population en milliers, décès à l'unité

	Population	Décès 2020	Décès 2019	Excédent de décès	%
IDF aire urbaine	14 140	22 758	11 177	11 581	103,6%
Clusters* hors IdF	9 873	17 614	11 060	6 554	59,3%
Hors clusters	43 051	51 366	47 103	4 263	9,1%
France entière	67 064	91 738	69 340	22 398	32,3%

* compositions des clusters définie ci-dessous

L'examen des différents clusters est instructif.

Le plus important est constitué par la région Ile de France, et les départements périphériques-Eure, Eure-et-Loir et Oise, qui *in fine* regroupent l'essentiel de la population l'aire urbaine, au sens du ZAU (zonage par aire urbaine) version 2010 lié au pôle de Paris². L'Ile de France *stricto sensu* fera l'objet d'une analyse plus précise infra. Les chiffres sont éloquentes.

Cluster aire urbaine de l'Ile de France

Tableau 2 : population en millions, décès à l'unité

	Population	Décès 2020	Décès 2019	Excédent de décès	%
Ile de France	12 278	20 374	9 604	10 770	112,1%
26, 27, 60	1 862	2 384	1 573	811	51,6%
Aire urbaine	14 140	22 758	11 177	11 581	103,6%

Le taux global de sur-mortalité de l'Ile de France est supérieur à celui du premier cluster français qui s'est constitué autour de Mulhouse.

Celui-ci a débordé sur l'ensemble de la zone d'emploi alsacienne, ainsi que la zone d'habitat des personnes employées dans les usines du groupe PSA implantées notamment à Sochaux, Mulhouse et Vesoul. Cela représente au total 7 départements implantés dans 2 régions, le Grand Est et la Bourgogne-Franche-Comté. : 21, 25, 67, 68, 70, 88, et 90. Le bilan global en est le suivant :

Cluster Haut-Rhin

Tableau 3 : population en milliers décès à l'unité

	Population	Décès 2020	Décès 2019	Excédent de décès	%
Cluster Haut-Rhin	3 701	7 198	4 002	3 196	79,9%

¹ Les aires urbaines, au sens strict de l'INSEE, sont définies sur une base communale, alors qu'ici on ne dispose que d'une base départementale. Mais l'expression aire urbaine se comprend d'elle-même.

² L'aire urbaine de Paris n'effleure les départements de l'Aisne, du Loiret et de la Marne que pour un nombre très limité de communes.

Trois autres clusters se signalent. Ils recourent les aires urbaines de Lyon, Metz et Reims. A chaque fois le taux de surmortalité dans le département qui contient la ville centre du pôle est nettement plus fort que celle des départements voisins. Et ceux-ci restent toujours à plus du double de la moyenne nationale constatée hors clusters.

Cluster trois aires urbaines

Tableau 4 : population en milliers décès à l'unité

	Population	Décès 2020	Décès 2019	Excédent de décès	%
Lyon*	2 965	4 470	3 243	1 227	37,8%
Metz**	1 948	3 600	2 301	1 299	56,5%
Reims ***	1 259	2 346	1 514	832	55,0%
Ensemble	6 172	10 416	7 058	3 358	47,6%

*départements 67, 69, 42 - ** départements 57, 54, 55 - ***départements 51, 52, 02

II) La situation francilienne

La région Ile de France *stricto sensu*, qui pèse 18,3% de la population française, et qui en 2019 pour la période considérée ne totalisait que 13,1% des décès a représenté, entre le 15 mars et le 30 avril, 48% de la surmortalité constaté. Elle mérite donc une analyse spécifique. Elle connaît, comme toutes les métropoles mondiales aux chiffres crédibles, un pic de surmortalité dépassant les 100%, mais un peu moins prononcé qu'à Londres et surtout qu'à New York.

Ile de France : décès entre le 15 mars et le 30 avril

Tableau 5 : population en milliers

	Population	Décès 2020	Décès 2019	Excès 2020/2019	En %
75	2 148	4150	2 225	1 925	86,5%
77	1 424	1 855	918	937	102,1%
78	1 449	1 835	986	849	86,1%
91	1 319	2 005	950	1 055	111,1%
92	1 614	3 215	1 387	1 828	131,8%
93	1 670	2 526	959	1 567	163,4%
94	1 406	2 719	1 260	1 459	115,8%
95	1 248	2 069	919	1 150	125,1%
Ile de France	12 278	20 374	9 604	10 770	112,1%

En ordre de grandeur ces chiffres sont cohérents entre eux. Les emplois étant d'abord concentrés dans la zone centrale, la population de la grande couronne, dans sa grande majorité, doit s'y rendre, en prenant des transports collectifs qui s'avèrent constituer le principal facteur de propagation du virus. Comme toutes les zones urbaines d'une certaine densité en sont munies, ce sont d'abord leurs conditions d'utilisation qui doivent être questionnées³. Sur quoi débouchera en pratique le désir affiché d'y mettre en œuvre les principes désormais courant de "distanciation sociale" ? A titre d'exemple les analyses de trafic voyageurs décomptaient aux heures de pointe, plus de 6 personnes debout par m2 sur le tronçon Opéra-Chatelet du RER A, et sur le nord de la ligne 13. Le traité de concession de la RATP prévoit un maximum de 4 personnes par m2. Aujourd'hui on en est loin. Retrouver demain ce chiffre dans la pratique serait donc un progrès sensible.

³ Pour des données plus détaillées sur l'embolisation progressive du système de transport en site propre en Ile de France, voir "Le Grand Paris et ses transports" O. Piron in La Revue Foncière, février 2018

Mais la région Ile de France peut-elle fonctionner normalement sur le plan économique avec une capacité réduite de transports en commun aux heures de pointe ? C'est une question ouverte.

Rajouter à ces chiffres bruts des indications concernant la densité et le surpeuplement- au sens INSEE du terme permettra de mieux repérer les différences de comportement de l'Ile de France par rapport au reste du pays. Une première analyse concernant la zone dense sera éclairante. Il s'agit des 4 départements intégralement urbanisés, c'est-à-dire avec espaces verts urbains, et situés intégralement dans le pôle urbain de Paris.

Ile de France, zone centrale

Tableau 6 : population en milliers, surface en km2, densité en habitants par km2

	Population	Surface	Densité	Surmortalité	Surpeuplement*
75	2 148	105	20 457	86,5%	15,9%
92	1 614	176	9 169	131,8%	13,0%
93	1 670	236	7 077	163,4%	20,6%
94	1 406	245	5 739	115,8%	13,7%
Zone centrale	6 838	762	8 974	116,3%	15,9%

* pourcentage de ménages en surpeuplement en suivant INSEE focus n°187, 20 avril 2020

La moyenne nationale du surpeuplement est à 5%. Ces données sont fortement corrélées avec la proportion d'immigrés dans la population active⁴, comme l'indique le tableau suivant :

Proportion d'immigré(e)s dans la population entre 25 et 54 ans

Tableau 7

Ile de France	Dont 93	Autre régions	France entière
26,6%	42,8%	9,4%	13,0%

données INSEE 2015

La hiérarchie des données traduisant le poids des immigré(e)s dans cette tranche de population analysée correspond à celle de la surmortalité telle que calculée dans le tableau 1. L'article cité en référence⁵ expose les mécanismes qui ont conduit l'Ile de France à progressivement concentré 40% des immigrés de la France métropolitaine. Les données plus fines sur le surpeuplement en Ile de France⁶ correspondent bien au poids des immigrés dans la population des différents secteurs de la métropole du Grand Paris- jusqu'à 27% de logements surpeuplés à Plaine-Commune⁷.

Pour la grande couronne, les données sont les suivantes :

Ile de France grande couronne

Tableau 4 : population en milliers, surface en km2

	Population	Surface	Densité	Surmortalité	Surpeuplement
78	1 449	2 284	634	86,1%	7,3%
91	1 319	1 804	731	111,1%	8,7%
95	1 248	1 246	1 002	125,1%	11,3%
77	1 424	5 919	241	105,8%	7,5%
G. Couronne	5 440	11 253	483	102,1%	8,6%

⁴ Immigrés au sens de l'INSEE : personnes nées étrangères à l'étranger. Ce qui exclut par exemple les enfants de couples étrangers, et donc nés étrangers en France, soit 7% des naissances.

⁵ "Les polarisations métropolitaines", O. Piron in La revue foncière n° 25 Octobre 2018

⁶ "1,8 d'habitants du Grand Paris à l'étroit dans leur logement, note 173, APUR, Avril 220

⁷ Communauté de commune articulée autour de Saint-Denis, La Courneuve et Aubervilliers.

Le pourcentage de surpeuplement en grande couronne est plus faible, mais reste toujours au dessus de la moyenne nationale de 5%. Le taux de surmortalité y est un peu plus faible. Mais il reste élevé, et hors de proportion avec les données relevées dans le reste du territoire : 9,1% clusters exclus.

Les chiffres de densité concernant la grande couronne francilienne sont à questionner, car chacun de ces départements regroupe une partie dense, faisant partie de l'agglomération de Paris, et tout un secteur rural⁸ de faible densité. Ce chiffre de densité moyenne n'a donc guère de signification. Mais les données concernant le pôle de Paris, qui regroupe la partie agglomérée de l'Ile de France, permettent d'identifier pour la grande couronne une surface correspondante de 203 km² pour 3,516 millions d'habitants, soit *in fine* une densité de 1 690 habitants /km², nettement inférieure à celles des grandes villes hors Ile de France. Ce n'est donc pas la densité en soi qui est cause de cette surmortalité, mais en l'occurrence la dépendance par rapport à une zone dense à laquelle on n'accède que par des transports en commun surpeuplés.

III) les questions ouvertes

Ces données brutes permettent de réfléchir à quelques questions, en commençant par celle des densités urbaines des secteurs analysés, mesurées ici en habitant par km². La densité atteinte pour la zone centrale francilienne -8 974 habitants/ km²- est très élevée. Par exemple Londres plafonne autour de 5 600 habitants au km², et Tokyo, au sens de la préfecture de Tokyo, de 6 300h/m². Et les agglomérations de Berlin et Munich ont une densité d'environ 5 000 hab./km², et Frankfort de 3 200 hab./km² comme bien des agglomérations françaises⁹. Alors que cet état de fait francilien se traduise par du surpeuplement, une flambée de l'immobilier, des loyers élevés, et donc une situation structurellement difficile pour les ménages les plus pauvres, est logique.

Les fortes densifications sont donc interrogées par cette pandémie. Mais une question doit être posée : certain discours général ambiant sans nuances de l'urbanisme tout à la gloire de la densification sera-t-il capable de s'en inquiéter, et d'aller jusqu'à sa remise en cause ? Sans doute pas. Que le logement ne soit pas un produit hors sol reste pour certains un fait étrange, à laisser de côté¹⁰. Que le coût de construction des tours, comme leurs coûts de gestion soient particulièrement élevés constituent des faits qui semblent ignorés¹¹, à tout le moins éludés dans certaines analyses émanant des autorités publiques, voire de prix Nobel¹². Cela se comprend, ils viendraient déranger les discours rituels bien connus sur les dangers de l'étalement urbain et la nécessaire lutte contre l'artificialisation des sols. Mais est-ce en campant sur ces positions généralement acquises que l'on pourra faire face aux problèmes posés ? Bossuet notait déjà en substance en son temps que *"Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont par ailleurs ils vénèrent les causes"*.

Les 15 communes les plus peuplées hors Ile de France, et dont le territoire est très largement occupé par l'urbanisation fournissent un point de comparaison. Elles regroupent environ 4 millions d'habitants dans une densité moyenne autour de 4 000 habitants par km², ordre de grandeur évoluant peu depuis 1968¹³, et donc cousines de la densité des grandes villes allemandes. Elles sont toutes dotées de transports collectifs, tramway, voire métro pour Lyon, Marseille et Rennes. Et à coté de villes qui, comme Lyon et Strasbourg, ont connu des phénomènes de nette surmortalité, d'autres, comme Marseille, Toulouse ou Nice, toujours avec une densité communale moyenne autour de 4 000 habitants/km², sont restées en dehors de la vague. Le confinement était intervenu à temps pour elles.

Alors la densité n'est donc pas un concept critiquable en soi. Mais elle réclame que soit résolu, dans de bonnes conditions, la question du confort et de la cohabitation dans les transports collectifs. Du coup peut-être que plus que la densité démographique, calculée sur la population habitante, faudrait-il reprendre le raisonnement en s'occupant cette fois de la densité d'emplois par m², et sur les risques que font désormais courir les grands pôles tertiaires, avec les conditions de desserte liées. Quel sens ont encore aujourd'hui, avec l'explosion du télétravail, ces grandes concentrations de bureaux synonymes

⁸ Ici défini comme la partie de l'Ile de France ne faisant pas parti du pôle de Paris.

⁹ Sur des comparaisons européennes; cf. la thèse de Marianne Guerois, sur les formes des agglomérations européennes, 2003, université Panthéon-Sorbonne.

¹⁰ cf. Rapport du Comité pour l'économie verte, " Les enjeux de l'artificialisation des sols", février 2019

¹¹ Alors que ce thème est largement documenté, par exemple dans des articles d'Arnaud Bouteille ou de Jean Cavailhès, par exemple dans la Revue Foncière

¹² in "L'économie du bien commun", Jean Tirole, PUF, 2016, page 85. Mais J. Tirole reconnaissait lui-même avec humour que le prix Nobel donnait une propension certaine à sortir de son domaine d'excellence.

¹³ " La densification acceptée" O. Piron Etude foncières n° 119, février 2006. L'actualisation de ces chiffres avec les données de population pour 2016 permet de maintenir l'assertion initiale.

pour leurs occupants d'entassements peu supportables dans les moyens d'accès aux secteurs d'emplois aux heures de pointe? Le télé-travail peut être en partie une réponse, mais les entreprises qui s'y trouvent continueront-elles encore longtemps à y payer des loyers élevés pour des occupations réelles de plus en plus discontinues ? Ces prochains mois nous apporteront sans doute des indications de tendance, mais ce thème devra être approfondi à l'aide de comparaisons internationales.

La question de la composition et de la gestion des espaces publics se pose de même. L'abondance des espaces publics verts est à l'évidence la meilleure garantie possible contre des surfréquentations potentiellement dangereuses. Et de même la générosité des trottoirs, et leur aménagement adéquat, peuvent s'avérer essentiels pour la gestion d'une fréquentation urbaine intense aux moindres risques¹⁴.

Et bien entendu des analyses similaires peuvent être avancées concernant le logement. Les contraintes du confinement, et les désagréments subis dans des appartements trop petits, y compris pour le télé-travail de ses occupants, vont-ils accélérer de façon notable des migrations significatives, plus fortes qu'à l'ordinaire¹⁵, pour des lieux ignorant les densités franciliennes? La question est posée, sans qu'on puisse y répondre.

Les questions spatiales se croisent bien entendu avec les celles politiques et sociales, et qui ne peuvent être laissées de côté dans cette analyse. Ainsi les différences constatées de mortalité en Ile de France entre les départements 75 et 78 et les autres s'expliquent aisément : Ils ont une population en moyenne plus aisée que dans le reste de la région, et plus apte aussi au télé-travail. Et une bonne partie d'entr'elles a pu aller vivre ailleurs pendant la période de crise. En sens inverse, le taux de pauvreté le plus élevé, comme celui de surpeuplement, et de loin, sont ceux de la Seine-Saint-Denis. Et de façon corrélative cette population a plus de problèmes de santé qu'ailleurs. C'est le premier département métropolitain pour le diabète, avec 30% de médecins libéraux de moins que la moyenne nationale¹⁶. 33% de la population active y est immigrée- contre, en chiffres ronds, 20% en Ile de France, et 10% pour la France entière. Dans des villes qui pratiquent, sans fausse pudeur, des analyses ethniques, comme Londres ou New York, le taux de surmortalité des populations immigrées pauvres a été mesuré comme 2 à 4 fois supérieur à ce qu'il est pour les catégories plus aisées¹⁷. Sans doute arrivera-t-on pour l'Ile de France à des ordres de grandeur semblables quand les diverses analyses lancées sur ce thème par des centres de recherche autonomes seront terminées. Souhaitons que les résultats soient vite validés, puis publiés.

Mais cette situation sociale débouche sur une analyse politique qu'il faut avoir le courage de ne pas éluder. Comme le relevait Saskia Sassen en 2007¹⁸, les villes monde, comme Paris, Londres ou New-York reposent de fait sur deux types d'actifs : d'une part une classe dirigeante mondialisée, et d'autre part une classe de travailleurs pauvres, et constituée d'abord de femmes et d'immigrés. Et ce sont dans leurs lieux habituels de résidence, les quartiers populaires, que se sont révélés les premiers foyers d'infection¹⁹. Or dans ces quartiers, les habitants ont de fait moins de droits politiques qu'ailleurs, comme les immigrés en France souvent soumis à des procédures administratives de permis de séjour dans des conditions qui frôlent la brimade²⁰, et qui ne peuvent voter aux élections municipales. Et là réside de même une bonne part²¹ des 500 000 personnes sans papiers suffisants, dont des personnes ni régularisables, ni expulsables, et donc exclues du droit au logement comme de l'accès au travail régulier légal.

Or c'est de ces quartiers populaires que proviennent une bonne part de ce qu'on appelle les professions exposées, comme par exemple les métiers de service à la personne, ou encore les caissières de supermarché ou l'ensemble du personnel des métiers de la propreté. Saura-t-on sortir de cette situation, qui continue de fait à péjorer l'emploi, et les conditions de vie des personnes employées, dans des secteurs professionnels dont tout un chacun proclame désormais l'utilité publique et la dignité ? Un

¹⁴ "Le trottoir, nouvel actif" Isabelle Beraud-Sarfaty, in, Futuribles, mai 2020

¹⁵ L'Ile de France avait, entre 2010 et 2015 un solde migratoire global négatif d'en moyenne 52 000 personnes par an. Et comme les arrivées de l'extérieur du pays sont au moins de 30 000, le solde migratoire interne doit tourner autour de 80 000 par an. Sera-t-il sensiblement accéléré?

¹⁶ Observations de A. Mariette et L.Pitti Université Paris 8-Saint-Denis, avril 2020

¹⁷ Cf. "Les morts de la première ligne" Dominique Méda in Le Monde, dimanche 24 Mai 2020. Cet article indique ses références scientifiques précises tant aux Etats-Unis qu'en Grande Bretagne

¹⁸ "La globalisation. Une sociologie", Saskia Sassen, nrf essais Gallimard, 2009

¹⁹ "La mondialisation du confinement", E. Charmes et M. Rousseau, La vie des Idées, mai 2019

²⁰ Le récent rapport de la Cour des Comptes sur les conditions d'accueil et de gestion des immigrés, mai 2020, parle poliment, mais clairement, "d'efficience à vérifier".

²¹ Comme on peut tenter de l'estimer en examinant le poids des recours à la CMU

pays qui se proclame attaché aux valeurs démocratiques d'égalité et de fraternité devrait savoir le faire. Et d'abord le vouloir.

Conclusion

Le ralentissement actuel de la pandémie conduit sans doute à ce qu'*in fine* les ordres de grandeur relevés dans cette note restent valables, de même que les questions -bien sûr non limitatives- qu'ils soulèvent. Le Cov-19 apparaît ainsi comme un révélateur impitoyable. En premier lieu des risques sanitaires liées à des manifestations collectives agrémentées d'expressions vocales diverses de toute nature, comme la manifestation religieuse de Mulhouse, ou le match de football de Bergame. Mais surtout des situations d'entassement ou d'inconfort, tant dans les modes de transports que pour les conditions de logement ou de soins de santé. Et de façon plus globale, il semble bien qu'il ait frappé les communautés urbaines fortement inégalitaires plus durement que les autres²².

Autrement dit, la réponse à cette crise, bien sûr d'abord sanitaire, ne peut se limiter à ce champ, et devra remonter plus en amont pour s'interroger sur les causes profondes de ces mortelles inégalités territoriales.

Alors peut-on indéfiniment, en matière d'urbanisme et de logement, poursuivre les mêmes discours qu'avant ? Cela risque hélas d'être sans doute le cas dans un premier temps, à cause de l'inertie des représentations, et de l'agilité conceptuelle d'une certaine intelligentsia qui a l'art de maintenir et de justifier un discours envers et contre tous. Et ce même si les circonstances extérieures ont changé, et semblent le contester de manière radicale. " Rien n'est plus difficile que de repérer le réel, si ce n'est de l'accepter", expliquait déjà en substance le philosophe Clément Rosset²³.

Mais *in fine* ce seront nos concitoyens, et les acteurs économiques, qui par leur décisions de tous les jours, dans leur vie professionnelle comme dans leur vie privée indiqueront les inflexions qu'ils jugent nécessaires, et qui *in fine* s'imposeront aux décideurs publics. Et ce sera sans doute l'observation fine, et sans œillères, du réel, qui nous donnera les clés du futur de nos villes.

Olivier Piron

²² cf. Les notes ou articles cités en notes 17 et 19

²³ "Le réel et son double", Clément Rosset, Gallimard, 1976